

# La signification du politique

La communication a deux dimensions. D'une part, il s'agit de la communication intersubjective : elle instaure la médiation d'un échange symbolique entre deux sujets singuliers qui, par la mise en œuvre des processus symboliques, expriment leur identité et leur personnalité. D'autre part, il s'agit de la communication médiatée : elle met en scène, dans l'espace public, des acteurs qui s'expriment au nom d'institutions et de logiques collectives susceptibles de fédérer ou d'engager les sujets singuliers de la sociabilité. Dans l'une et l'autre de ses deux dimensions, la communication repose sur la reconnaissance, les uns par les autres, de ceux qui la mettent en œuvre. Ce qui donne naissance au fait politique, c'est un ensemble de reconnaissances qui instituent les identités dont nous sommes porteurs. Le droit définit la dimension sociale et politique de la relation à l'autre, qui consiste dans un processus complexe de trois instances : la reconnaissance des droits des autres qui fonde la reconnaissance de nos droits propres, par conséquent, notre identité politique, et, enfin, l'indistinction. Le propre du politique, au contraire de la subjectivité, est de ne pas reconnaître de particularités et de singularités, et de fonder, plutôt, des logiques collectives.

Le sujet s'institue comme être social parce qu'il reconnaît le fait politique en lui donnant du sens et en en partageant l'expérience avec les autres. Je deviens un *zōon politikon*, pour parler comme Aristote, à partir du moment où je retrouve les autres et où je les reconnais dans notre commune expérience de la vie sociale. Mais qu'est-ce que cette reconnaissance du politique, et comment se déroule-t-elle ? Il s'agit, d'abord, de l'idée importante selon laquelle le politique ne nous est pas immédiatement donné : il nous faut le reconnaître, il nous faut lui donner du sens, prendre conscience de son importance et de sa consistance. Cela passe par quatre médiations : les institutions, l'ensemble des faits et des pratiques symboliques, comme les médias, par lesquels nous donnons une signification à notre sociabilité, les

rituels, les pratiques sociales et les coutumes qui nous donnent une image semblable les uns des autres. Il s'agit, enfin, de la connaissance que nous avons de l'histoire, et, plus généralement, de l'ensemble des savoirs dont nous sommes porteurs.

Les pratiques symboliques du fait politique nous permettent de mettre en œuvre ces savoirs en toute liberté et en faisant un plein usage de notre libre raison. En donnant au politique la consistance d'un véritable langage, ces pratiques symboliques nous permettent de l'interpréter, de l'évaluer, de le juger, pour, parfois, d'ailleurs, être amenés à le rejeter. Elles définissent ce que nous proposons d'appeler *le miroir du politique*, parce que nous nous y reconnaissons, parce que nous y reconnaissons les autres, et, enfin, parce qu'elles nous renvoient aussi une image de l'état de la société dans laquelle nous vivons. Quand nous lisons le journal, nous y retrouvons des événements qui arrivent à ceux qui partagent la même existence sociale que nous, et nous nous retrouvons dans ces informations qui, en les concernant, nous concernent nous-mêmes. C'est, sans doute, ce temps commun qui représente le mieux, pour nous, cette importance de la vie sociale partagée avec les autres, et c'est ce qui explique l'importance des rituels dans la formation de la vie sociale. Enfin, ces pratiques sociales nous renvoient, comme en un miroir social, une véritable image de la société dans laquelle nous vivons.

Les pratiques et les institutions représentent un miroir politique de la société, de nature à faire apparaître, en fin de compte, le sens du contrat social qui la fonde. La vie politique théâtralise la vie sociale, en lui donnant les formes, les structures et les logiques d'un ensemble de représentations, dans lesquelles nous pouvons nous reconnaître dans les stratégies, les discours et les mises en scène des acteurs de la politique : la relation entre les citoyens et les acteurs politiques qui mènent la vie des institutions est une relation de représentation. La rigueur et la fidélité de cette représentation politique de la société en conditionnent la pérennité : les révolutions et les changements de régime interviennent toujours quand la société cesse de se trouver représentée de façon adéquate et significative par les acteurs de la politique. *Aucune leçon ne semble avoir été tirée du spectacle que donne le monde depuis un an*, écrivait S. Joshua, quelques jours avant les attentats du 11 septembre 2001<sup>1</sup>. Mais, si la vie politique représente toujours un spectacle de notre société, c'est que, comme miroir, elle fonde une dimension collective de la vie sociale. En prenant conscience, grâce au spectacle qu'elle nous en donne, de ce que nous sommes collectivement, nous nous fondons nous-mêmes comme identité collective, comme devant

1. « De Gênes à Wall Street », *Le Monde*, 11 août 2001.

tout spectacle auquel nous assistons. L'élection représente le moment du réel de la spécularité : elle est l'événement par lequel le miroir social acquiert la consistance d'un fait de réel — ne serait-ce que parce qu'elle est l'heure des comptes.

La citoyenneté, c'est-à-dire la dimension institutionnelle de l'habitant de la cité, s'inscrit dans des formes symboliques, qui en assurent à la fois la signification en la rendant interprétable, la consistance en la rendant visible et l'appropriation en lui donnant une dimension symbolique pour le sujet qui en est porteur. *Civis et politès* sont, dans l'histoire des institutions grecques et latines dont nous sommes les héritiers, les deux logiques constitutives du sujet dans sa dimension politique. Comme cela apparaît assez bien, le grec *politès* est un dérivé de *polis*, la cité. Cela signifie que c'est le fait géographique de l'urbanité qui est au commencement, dans l'intelligibilité grecque classique de la citoyenneté : *polis* existe d'abord, et se forme, ensuite, à partir de là, *politès*, qui désigne l'habitant de la cité pourvu des droits liés à cette appartenance. En latin, *civitas* est formé à partir de *civis*, qui est le terme de base, et qui signifie le citoyen, ou le concitoyen, désigné par rapport à un personnage défini comme citoyen. Cela signifie qu'en latin, et, par conséquent, dans la culture latine, ce n'est pas la cité qui est le terme originaire, mais la reconnaissance mutuelle que les citoyens engagent de leur citoyenneté. Je suis *civis*, parce que je suis le *civis* d'un autre, et, ensemble, nous formons une *civitas*. En s'instituant ainsi, sur la base d'une relation avec l'autre, la citoyenneté s'interprète comme la dimension politique du stade du miroir, qui acquiert, ainsi, une dimension morale, politique et institutionnelle. C'est dire l'importance de la communication à la naissance même du fait politique.

## Antagonisme et identité

Dans la communication politique comme dans la situation intersubjective, dans l'espace public comme dans l'espace privé, c'est, fondamentalement, la relation à l'autre qui institue l'identité, mais il convient de penser différemment la formation de l'identité, dans le champ de la subjectivité et dans le champ politique. En effet, l'identité qui fonde la subjectivité institue une identité singulière. À ce titre, elle institue une identité fondamentalement semblable à celle de l'autre. C'est la condition nécessaire à toute éthique, à toute morale, à toute expérience de la relation avec l'autre. En revanche, les identités politiques instituent des acteurs dans des espaces politiques qui se distinguent les uns des autres. Au lieu de se fonder sur une relation conçue et pensée comme universelle, parce que la singularité du sujet qu'elle

fonde l'inscrit, en quelque sorte, hors de l'histoire, les relations politiques sont conçues et pensées comme inscrites dans des historicités. Pour penser l'institution de l'identité politique, il convient, dans ces conditions, de rendre raison de la distinction entre miroir et antagonisme. La conscience politique se fonde sur l'opposition à l'autre et sur les différentes formulations qui l'expriment dans l'expérience de la sociabilité. C'est pourquoi la guerre, par exemple, constitue un événement fondateur des pays qui la mènent, ou que les anciennes colonies naissent comme pays à partir du moment où elles acquièrent leur indépendance à la suite de conflits, parfois violents, avec les pays dont elles dépendaient. Marx élabore le concept de la lutte des classes comme la figure du conflit originaire, du *conflit instituant*, comme figure constitutive de la sémiotique de l'identité des acteurs politiques.

Cette institution de l'identité politique sur la base d'un conflit ou d'un antagonisme représente la différence majeure entre l'identité politique et les autres formes d'identité, en particulier l'identité qui fonde la subjectivité. Dans le champ politique, l'événement qui institue la sémiotique de l'identité est le conflit, parce que, dans l'histoire politique, c'est au cours des conflits, des guerres et des batailles que s'élabore la signification. Le propos de Max Weber sur la naissance de l'État contemporain n'a pas d'autre sens que celui d'instituer la violence comme processus d'émergence sémiotique du pouvoir politique. « *Il faut concevoir l'État*, explique-t-il<sup>1</sup>, *comme une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé — la notion de territoire étant une de ses caractéristiques —, revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime* ». La violence représente, dans ce texte, une véritable forme signifiante, un *signe*, de l'identité de l'État comme acteur politique.

Dans l'espace politique, le conflit acquiert une dimension sémiotique et une dimension d'identification. Les conflits sont les moments originaires de toute sémiotique politique. Ne choisissons qu'un exemple. La Fête nationale, en France, c'est-à-dire la fête censée exprimer l'identité politique de ce pays en tant que tel, commémore, tous les ans, un événement, la Fête de la Fédération qui, en 1790, un an après, commémorait, lui-même l'événement reconnu comme le moment originaire, le choc initial, de la Révolution de 1789 : la prise de la Bastille par les Parisiens. C'est donc, ainsi, un conflit, une bataille de rue, signifiant, ainsi, l'antagonisme originaire entre le peuple et le roi, qui acquiert le statut sémiotique d'un moment représentant l'identité française du nouveau régime. Pour que le politique acquière une forme sémiotique, il doit apparaître au cours d'un conflit qui peut prendre la forme d'une guerre, d'une guerre civile, d'un

1. WEBER (1963), p. 125.

antagonisme révolutionnaire, de la lutte des classes dont parlent Marx et Engels. C'est la violence de l'affrontement qui donne une forme identifiable, reconnaissable, identifiable, aux acteurs politiques de l'histoire. De la même façon que la rencontre avec l'autre, comme en un miroir, représente le moment sémiotique originaire de l'identité du sujet, c'est la rencontre avec les autres au cours d'une confrontation parfois violente, qui représente cette autre forme d'événement spéculaire de l'institution de l'identité de l'acteur au cours de la confrontation avec l'identité de l'autre. L'acteur prend, ainsi, conscience de l'identité de l'autre, *en même temps que de la sienne*, au cours du conflit qui l'oppose à un adversaire qui se révèle, ainsi, à lui, autant qu'il se révèle à lui-même. C'est qu'il faut bien que les identités soient instituées par différenciation entre elles pour que la communication politique puisse s'instaurer, et pour que, dans l'espace public ainsi institué, les significations politiques puissent s'exprimer. Que signifierait le concept même de *gauche* s'il ne s'opposait à celui de *droite* ? En effet, c'est dans l'opposition qui exprime la signification que les acteurs politiques inscrivent leur identité dans un espace public qui est à la fois un espace de rencontre et un espace de confrontation et d'opposition. Ce qui institue la signification dans le champ politique y instaure, dans le même temps et au cours du même processus, la communication. C'est quand il y a antagonisme que la communication ne consiste pas seulement à échanger des significations et des pratiques symboliques, mais à faire apparaître les pouvoirs et les forces qui se révèlent dans l'expression de leur opposition. Peut-être pourrait-on, ici, suggérer l'usage du concept d'*identité pleine*, pour désigner les identités politiques qui s'expriment, justement, pleinement, dans l'expérience du conflit. De même que la *parole pleine* désigne, dans l'expérience de la communication, la nouure entre désir et savoir, l'identité pleine exprimerait, dans le champ politique, la nouure entre l'expression de l'identité politique et celle d'un antagonisme fondateur.

La sémiotique du conflit a, ainsi, une triple fonction dans le champ des significations et des identités politiques. Il donne du sens aux oppositions en en identifiant les enjeux, il est une situation au cours de laquelle on doit prendre parti, au cours de laquelle on doit, ainsi, exprimer le camp que l'on choisit contre l'autre, et, enfin, le conflit est un événement qui marque l'histoire. C'est la situation événementielle de choc qui représente, pour les acteurs politiques, cette forme réelle fondamentale qu'est *l'incertitude*. C'est l'incertitude qui, toujours, représente le réel, ce que je ne peux pas

entièrement savoir, ce qui échappe en partie à mon calcul. C'est au cours de la bataille que l'incertitude acquiert la consistance réelle de l'attente<sup>1</sup>.

## **Pouvoir, communication, influence**

La communication politique a deux grandes raisons d'exister. D'une part, elle constitue une médiation de représentation symbolique du pouvoir, et, d'autre part, elle entend exercer une influence symbolique, par les formes et les expressions qu'elle diffuse dans l'espace public. Engagée et conduite par un acteur particulier, ou par un ensemble d'acteurs identifiables, l'action politique est un ensemble de stratégies, de gestes et d'actes qui visent à faire évoluer une situation institutionnelle, des rapports de force et l'organisation d'un État. Comme toute action, elle a des effets sur le réel. Il existe, dans ces conditions, une dimension symbolique de cette action. La représentation de la politique que l'on peut lire, regarder, entendre, dans les médias va ajouter à la mise en scène de l'action politique représentée l'interprétation qu'en propose son auteur. Mise en scène et interprétée par des acteurs politiques, caractérisés par leur pouvoir ou par leur relation au pouvoir, la communication politique s'inscrit toujours dans des formes médiatées de communication. De tels processus de communication rendent visibles et intelligibles les logiques constitutives de la médiation, c'est-à-dire de la représentation des sujets singuliers par des acteurs collectifs. C'est pourquoi on parlera ici de *politique médiatée*.

Pour mieux construire les logiques de la médiation symbolique du fait politique, il convient de bien définir, ici, les concepts fondamentaux de pouvoir, de domination et d'influence, qui représentent les fonctions majeures de la communication politique, du point de vue de la relation qu'elles construisent au sujet singulier. Le *pouvoir* distingue radicalement les acteurs du politique les uns des autres dans leur singularité : ou ils l'ont ou ils ne l'ont pas, il peut se gagner ou se perdre. Tandis que le propre de la communication est de reposer sur l'identification symbolique spéculaire des sujets les uns aux autres, il ne saurait y avoir de spécularité dans les logiques du pouvoir : si j'ai le pouvoir, cela implique nécessairement que l'autre ne l'a pas. La *domination* est un pouvoir symbolique exercé par les acteurs qui en disposent par la médiation de stratégies de communication et de représentation. Le concept d'*influence*, enfin, peut se définir comme

1. Clausewitz dit, ainsi : « Si nous avons parlé de l'effort physique, c'est surtout parce qu'il appartient, comme le danger, aux causes fondamentales de friction, et que l'incertitude où l'on est sur son degré rapproche des corps élastiques dont on sait que le frottement est difficile à calculer » CLAUSEWITZ (1955), p. 106.

l'effet qu'un acteur politique peut exercer sur les logiques inconscientes, les stratégies politiques et les décisions d'un autre.

L'influence désigne le processus par lequel le discours et les stratégies de communication structurent les actions et les pratiques sociales. Elle renvoie, en ce sens, à la logique de la performativité — à ceci près qu'elle engage un autre acteur que celui qui énonce le discours. Le propre de l'influence, en fait, est qu'il ne s'agit pas d'une communication dans les deux sens ; il n'y a pas de réponse à l'influence, mais au discours et aux stratégies symboliques répondent les actes de l'interlocuteur ou de l'autre partenaire de la communication. Les logiques de l'influence sont de trois ordres. *L'autorité* fonde l'influence sur une relation de pouvoir, entre les deux partenaires, *le prestige* définit une influence fondée sur l'image de l'un des acteurs pour l'autre, *l'expertise*, enfin, fonde l'autorité de l'acteur sur le savoir dont il est censé disposer ou sur le savoir qui lui est reconnu par l'autre.

L'influence fonde le pouvoir qu'elle met en œuvre sur des formes culturelles et symboliques d'autorité. Comme la médiation culturelle, elle articule le réel des actions et des engagements qu'elle prescrit à la dimension symbolique des discours et des représentations qu'elle énonce. En particulier, l'influence se caractérise comme *une médiation culturelle de la décision*. Influencer, en politique, c'est exercer son autorité sur la décision prise par l'autre. L'influence produit une spécularité particulière, distincte de celle qui fonde les relations de communication, en ce que l'autre ne s'identifie pas symboliquement à l'énonciateur, mais à *un acteur idéal conforme aux stratégies mises en œuvre dans le discours de l'énonciateur*. En ce sens, l'identification est à la fois de l'ordre du réel et de l'ordre du symbolique. Subir l'influence d'un acteur de communication politique, par exemple, c'est à la fois s'identifier à lui sur le plan symbolique (adhérer à ses propos et les trouver justes) et se conformer aux actions qu'il engage (adopter, comme acteur, l'identité d'acteur qu'il met en œuvre dans ses pratiques). C'est ainsi que l'influence a à voir avec le concept d'hégémonie, qui désigne un pouvoir absolu exercé dans les deux champs du réel et du symbolique. En représentant une situation dans laquelle il n'y a pas de choix possible par rapport aux prescriptions de l'acteur qui dispose du pouvoir, l'hégémonie désigne ce que l'on peut appeler un stade ultime de l'influence. Elle entraîne la neutralisation de la distinction entre les messages, tous porteurs des mêmes significations, et entre les acteurs, tous porteurs des mêmes discours, des mêmes opinions et des mêmes représentations.

La rhétorique désigne une instrumentalisation du langage aux fins d'influence : il s'agit d'une forme de communication qui utilise la parole et les formes symboliques de l'argumentation pour agir sur la décision et sur

les choix de l'interlocuteur. La rhétorique définit ce que l'on peut appeler une *médiation symbolique de la décision*. C'est ainsi la décision prise par le destinataire de la communication politique qui en fonde, après coup, à la fois le caractère rhétorique et la dimension politique. D'abord, la rhétorique donne au décideur les éléments et les arguments qui lui permettent de donner un sens à sa propre décision. Par ailleurs, elle définit le caractère politique de la décision prise, puisqu'elle fait l'objet d'une médiation entre les deux partenaires de la communication. En faisant de lui le destinataire de la rhétorique qu'il met en œuvre, l'énonciateur confère un statut politique à son interlocuteur : en portant sur des décisions de nature politique, la rhétorique de la communication assigne leur identité aux acteurs de la société politique.

Les médias et les pratiques de la communication politique articulent leur consistance symbolique (discours, images, représentations) aux engagements de leurs destinataires dans la pratique effective de leurs décisions et de leurs actes. C'est la raison pour laquelle on peut articuler la communication politique à l'exercice d'un pouvoir. En période électorale, par exemple, les médias engagent des stratégies énonciatives visant à imposer à leurs lecteurs une place d'acteurs particuliers dans l'espace public : il s'agit moins, pour eux, de fonder des identités que d'instituer des acteurs et des stratégies. L'influence des médias leur donne un rôle dans la communication politique : l'usage des médias par leurs lecteurs définit, finalement, la nature et l'importance de la domination politique qu'ils exercent dans l'espace public. La première fonction des médias est une fonction de formation, mais ils sont aussi des acteurs et des relais d'influence : en assurant l'élaboration et la circulation des idées dans l'espace public, ils constituent des agents d'influence. L'influence des médias est, ainsi, à ce titre, de trois ordres. Ils donnent aux sujets de la communication et de la sociabilité un savoir sur le monde qui les met en mesure d'exercer une fonction d'acteurs dans l'espace de la délibération, puis dans celui de la diffusion. Ils déplacent les termes du débat public, les font évoluer. Enfin, ils contribuent à faire naître des acteurs nouveaux de la médiation politique — ou à en faire disparaître d'autres.

Mais les médias ne sont pas les seuls à exercer une fonction d'influence dans le débat public. La communication d'expertise joue un rôle particulièrement important dans les dynamiques constitutives de l'influence politique. L'organisation des débats politiques et de la vie institutionnelle est de plus en plus complexe, les aires géographiques de pouvoir et d'influence sont de plus en plus étendues. Les stratégies d'acteurs et les dynamiques de la vie publique s'interpénètrent de plus en plus. Les jeux de contrôle mutuel et de solidarité institutionnelle sont de plus en plus complexes. Tout cela